

plein, juste et complet à la date la plus rapprochée à laquelle ces papiers pourront être produits après le présent débat. L'honorable ministre que je suppose être principalement responsable des paroles qui ont été mises dans la bouche de Son Excellence, a récemment visité l'Angleterre dans le but sans doute, de prouver surabondamment l'inutilité complète des arrangements faits pour nommer un haut commissaire qui rendrait inutile l'obligation pour le premier ministre de se rendre dans la métropole. Je dis que c'est là le but, car je n'en puis concevoir d'autre qui ait pu porter le premier ministre à se rendre en Angleterre à l'époque et dans les circonstances qu'il a choisies. Il s'y est rendu au moment d'une élection générale qui devait nécessairement être suivie d'une crise ministérielle, alors qu'il était tout à fait impossible de négocier avec les ministres, et, comme je le crois—et comme sembleraient l'indiquer ses courtoises réponses à ceux qui lui en ont parlé—il n'a, de fait, opéré aucune transaction. Il se peut qu'il ait eu un bout d'entretien avec un sous-secrétaire, mais pour ce qui est de négocier avec les ministres, il est clair qu'il n'en a guère été question. Néanmoins, dans les circonstances, je suis heureux qu'il ait traversé l'océan. Mais il est vrai qu'il n'a rien pu faire de plus; il est vrai que bien que rien n'ait été négocié dans l'intérêt public, qu'il soit allé là où il n'était pas requis et qu'il a abandonné le lieu où il l'était, de nouveaux honneurs sont venus orner son front candide. Il a été fait *tourneur*, tout comme un autre homme d'Etat de ce continent, Hans Breitmann.

Au cours de cette promenade il a fait des discours. Dans une de ces intéressantes harangues faites par le premier ministre lorsqu'il était de l'autre côté de l'océan et que nous lions toujours avec beaucoup d'attention, il a dit que, quoi que fissent les autres, il ne commettrait pas l'erreur de faire l'éloge de son pays auprès des Anglais, et ayant ainsi garanti la complète sobriété de la phrase qu'il se proposait de faire, il dit: d'abord que nous avions actuellement une population de cinq millions qui serait bientôt portée à dix millions; ensuite, que chaque acre du sol du Dominion se trouvait dans un climat magnifique, sans aucun empêchement pour la culture; que toute l'étendue—je ne saurais la fixer—de notre territoire se trouve à jouir d'un climat qui n'offre absolument aucun empêchement à la culture. Cette étendue va même jusqu'au pôle nord. Il nous a dit aussi, en nous fournissant des renseignements que nous sommes toujours heureux d'avoir, que nous sommes à constituer une marine et que nous nous proposons d'aider la mère-patrie à maintenir la paix dans l'univers. Nous aimerions à savoir si nous sommes à former une marine de guerre. Nous ne voulons pas que cette déclaration soit faite dans le club Saint-George ou dans la *Turner's Hall*, mais nous voulons l'entendre ici dans l'enceinte du parlement. Si donc nous sommes à organiser une marine dans le but d'aider la métropole à maintenir la paix dans le monde, la population du Canada aurait dû être la première à en apprendre la nouvelle du premier ministre parlant de son siège ici. Puis, parlant du Canada, il a dit que nous sommes prêts à nous joindre à la mère-patrie dans une ligue offensive et défensive; à nous sacrifier; à livrer jusqu'à notre dernier homme et notre dernier schilling pour la défense de l'Empire et du drapeau.

Quelques DÉPUTÉS; Attention!

M. BLAKE: Cela dépend de la quantité de schillings que vous avez. L'honorable premier ministre a dit que le Canada était prêt à entrer avec la mère-patrie dans une ligue offensive et défensive. Pour ma part je vais le dire franchement—je l'ai déjà dit et je le déclare encore—je décline d'accepter la responsabilité efficace d'une politique à laquelle je n'ai aucunement contribué. Je reconnais que nous ne voulons pas avoir participé à la confection de cette politique, et que peut-être nous ne pourrions pas avoir voix au chapitre si nous le désirions; mais si nous ne participons pas à l'élaboration de la politique étrangère de

M. BLAKE

l'Empire, je ne crois pas que nous devions encourir de responsabilités autres que celles requises dans notre propre intérêt et pour la paix et la protection de notre propre pays. Il ne faut pas qu'on nous demande de répandre notre sang et nos deniers pour l'exécution des projets de Jingo, qu'ils soient le fait des politiques torys ou libéraux de l'Angleterre. Prenons le quasi dernier cas—non pas le dernier, car elles se succèdent si rapidement les guerres anglaises—dans lequel nous aurions été appelés à prendre une part active. Je veux dire la guerre du Soudan. Nous sympathisons naturellement avec la mère-patrie dans ses difficultés et dans ses épreuves; nous sympathisons avec les braves soldats qui ont pris part aux batailles, et nous lions avec un profond intérêt les nouvelles de la guerre. Je doute néanmoins beaucoup que la grande majorité des Canadiens aient approuvé la politique anglaise relative au Soudan et à l'Egypte. Si nous avions participé à l'élaboration de la politique étrangère impériale, je crois que notre avis lui eût été contraire. Je ne vous cite cela que comme un exemple, bien qu'il soit minime. On a parlé de secourir la mère-patrie au Canada; mais il me semble que le gouvernement a agi sagement en ne proposant pas d'aller au secours de l'Angleterre. Tant que nous n'aurons point part à l'élaboration de cette politique, on ne devrait pas nous demander d'en subir effectivement l'application. La défense du Canada est une chose toute différente. L'honorable ministre a dit dans son discours que nous n'avions aucun danger à craindre des Etats-Unis, et, naturellement, il est très agréable d'apprendre de lui qu'il en est ainsi. Mais il s'est livré à la haute politique.

On lui a demandé de dire quels sont nos rapports de guerre probables avec la France, et il a calmé les appréhensions de certains Anglais intelligents et bien informés, qui ont examiné la question avec lui, en leur disant qu'en réalité le Canada n'avait rien à craindre de la France. Pourquoi? Non pas qu'il n'y eût aucun danger que la France n'essayât de nous ravir le Canada; mais parce que si la France nous cherchait noise, nous aurions la protection des Etats-Unis. Nous sommes en sécurité entre les mains des Etats-Unis; qui ne toléreraient pas la France sur ce continent, bien qu'ils soient disposés à laisser les choses en l'état où elles sont. Je pense moi-même—et cette Chambre pensera—que lorsque notre premier ministre et plénipotentiaire et le sous-haut-commissaire et principal surintendant des sauvages et de la police à cheval et président du conseil se rend dans la région de la haute politique, qu'il rend compte de nos relations étrangères et des résultats de sa diplomatie, je crois que la déclaration devrait être faite ici. Il ne faut pas que nous l'apprenions par les rapports publics dans les journaux de Londres. Avant de lire le discours de l'honorable ministre, je n'avais pas la moindre idée que ce pays-ci courût le moindre danger de la part de la France, encore moins que ce danger ne pût être évité que par l'intervention amicale et résolue des Etats-Unis en notre faveur, attendu qu'ils sont déterminés à ne permettre qu'à l'Angleterre d'avoir un pied-à-terre sur la partie septentrionale du continent américain. En Angleterre le premier ministre a exécuté de très grands tours de force oratoires dans les différents discours dont j'ai parlé. Et sous cet autre rapport, bien que les tours de Hans Breitmann aient eu un caractère plutôt physique qu'intellectuel, il a imité son prototype, car vous vous rappelez que le poète rapporte le grand événement qui a aussi été célébré par un banquet. Il dit:

" Hans Breitmann choined de Turneers,
November in de fall,
And dey did't a boost in bender,
All in de Turner hall.

" Hans Breitmann choined de Turneers,
Dey make shinnastic dricks,
He stood on de middle of de floor,
And put oop a fifty-six;